

Interview de Christophe Keckeis par Philippe Nicolet et Gilles Grin

Base de donnée informatique, durée 03 h. 05 min.

Enregistrement du 22 juin 2010.

M. Christophe Keckeis est Commandant de Corps, et ancien Chef de l'armée suisse. Il a notamment dirigé le projet Armée XXI.

Première partie de l'interview (questions posées par M. Philippe Nicolet)

- Naissance en 1945, évocation du milieu social. Etudes secondaires à Neuchâtel. M. Keckeis fut depuis toujours passionné d'aviation.
- La naissance de cette passion.
- La voie militaire s'est imposée très vite comme la meilleure option pour réaliser cette passion. On discutait déjà de l'acquisition du Mirage, l'avion le plus rapide à cette époque.
- Dans les générations qui ont précédé M. Keckeis, l'acquisition d'avion ne posait aucun problème.
- A propos du scandale du Mirage : des débordements budgétaires catastrophiques, qui coûteront la tête au Conseiller fédéral M. Paul Chaudet.
- Depuis ce scandale, l'achat d'avions militaires est devenu une question politique, mais aucun parlementaire ne maîtrise tous les paramètres nécessaires pour traiter d'une telle question.
- L'aviation face aux limites exigües du territoire suisse : il relevait d'une véritable performance d'accomplir un vol supersonique en restant sur le territoire suisse.
- L'idée que la Suisse est trop petite pour de tels avions est une idée fondamentalement fausse.
- La politique du ciel helvétique : il faut prendre pour modèle Israël et Singapour.
- Les différents paramètres nécessaires pour accomplir un vol à Mach 2.
- A l'époque, les entraînements se faisaient à Mach 1.5 ou 1.8, dans le but d'intercepter les avions russes de reconnaissance, qui volaient à très haute altitude.
- De tels entraînements étaient extrêmement pointus et passionnants.
- La beauté des paysages suisses au regard des pilotes militaires.
- L'absence d'horizon stimule certaines pensées.
- La dimension patriotique du travail de pilote.

- La sensation la plus forte en vol : celle de la liberté.
- L'expérience la plus marquante : une séance de tir de nuit en Laponie.
- La liberté de choix des itinéraires de vol tend à diminuer avec l'augmentation du trafic aérien.
- Ce qui faisait la force de la Suisse : le vol tactique et rasant, dans un pays à la géographie difficile.
- Aujourd'hui, la population est devenue très délicate quant au bruit. Cela limite grandement les possibilités de vol.
- Après avoir quitté ses fonctions, M. Keckeis vole encore aujourd'hui et donne bénévolement des cours de vol au Club d'aviation de Colombier.
- Il est de plus le président de *Espace-Passion*, une fondation qui repose sur deux piliers : la possession d'un Hunter et d'un Mirage, et le musée des avions militaires de Payerne.
- Il y a eu de grosses difficultés afin d'avoir les autorisations de voler pour ces deux avions. Contre les partis écologistes, il s'agit de faire revivre des avions qui ont protégé l'espace aérien suisse.

Deuxième partie de l'interview (questions posées par M. Gilles Grin)

QUESTION : Pour l'avenir, la Suisse doit-elle conserver une armée de milice ?

- Il faut conserver l'armée de milices, parce que c'est la solution la moins chère. Mais il faut la redéfinir, en restant à l'écoute des jeunes et en s'adaptant aux exigences de la société.

QUESTION : Quel est le sens, aujourd'hui, de motiver les jeunes à devenir officier puisque la société n'y attribue plus autant d'importance que par le passé ?

- La formation de cadre à l'armée amène à un apprentissage à la conduite qui est des plus sophistiqué. Toutes les personnes qui ont passé par une école de cadre sont identifiées dans le civil comme des leaders potentiels.

QUESTION : Aujourd'hui, l'armée a-t-elle encore assez de moyen pour mener à bien sa mission ?

- Non, l'armée souffre de la réforme Armée XXI. On demande à l'armée d'effectuer un travail qui coûte 5.4 milliards alors qu'on ne lui donne que 3.6 milliards. Et la politique est inconsciente de cet écart.

QUESTION : Lorsque Üli Maurer affiche la volonté que la Suisse ait la meilleure armée du monde, ne s'agit-il que d'un slogan ou cela est-il réaliste ?

- Cette déclaration fut extrêmement arrogante et blessante, vue de l'extérieur. Mais cela ne fut probablement qu'une erreur de communication de la part de M. Maurer.

QUESTION : 4.3 milliard serait-il un budget suffisant ?

- Avec le temps, ce budget sera vite dépassé, car l'évolution technologique coûte cher. Le budget devra donc s'adapter. Mais il y a un critère fatal pour l'octroi de budget : nous sommes en panne de menace, et pourtant – au regard des spécialistes – elle reste constante.
- Penser la sécurité aujourd'hui demande d'élargir les frontières : la limite extérieure est l'OTAN, et la limite intérieure est l'UE.

QUESTION : Quel est le sens aujourd'hui de la neutralité suisse ?

- C'est une notion typiquement suisse, que seuls les Suisses comprennent. La neutralité est une chance, mais il faut savoir l'utiliser positivement.

QUESTION : Pourriez-vous reprendre à votre compte l'expression « la sécurité par la coopération » ?

- Oui. Les autres pays neutres ont su mieux gérer leur neutralité, alors que la Suisse est tombée dans la passivité. La coopération est essentielle dans la politique extérieure ; mais plus encore : en matière de sécurité, il n'y a pas de différence entre politique extérieure et politique intérieure.

QUESTION : La Suisse devrait-elle participer aux opérations extérieures ?

- Cela est prévu par la Constitution. Les intentions sont présentes et l'ONU demande plus de soldats. Mais la Suisse ne répond pas à ces appels.
- La tâche de l'armée à l'étranger est de stabiliser la situation pour éviter une dégénérescence en guerre. Et cela nous est aussi profitable économiquement. M. Keckeis a honte du comportement de la Suisse sur le plan international.

QUESTION : Au niveau de la sécurité interne, comment jugeriez vous la collaboration entre les cantons et la Confédération ?

- Le modèle fédéraliste a beaucoup évolué, grâce à la communication entre les cantons. Mais les cantons devraient avoir plus de modestie afin de pouvoir faire appel à la Confédération plus aisément.

- Les menaces modernes sont imbriquées, et la réponse se situe au niveau fédéral. Et tous les rapports extérieurs doivent être géré au niveau fédéral, et non au niveau cantonal.

QUESTION : Quels ont été les motivations pour les réformes dans l'organisation de l'armée ?

- Le Général Guisan parlait déjà d'un Chef de l'armée suisse. En 2002, lorsque M. Keckeis a été nommé Chef d'Etat Major Général, il a été aussi nommé Chef de l'armée suisse, au cas où le référendum devait être accepté, une année plus tard.

- Avant la réforme, il y avait 5 armées, avec autant de Chef d'Etat Major. Après la réforme, il a fallu affronter les hostilités et gérer la transition vers une armée unifiée.

- Aujourd'hui encore, certains parlementaires parlent d'un retour en arrière, afin d'enlever du pouvoir à ceux qui en ont.

QUESTION : Quelle est l'autonomie du Chef de l'armée par rapport au Conseiller fédéral en charge ?

- Avec M. Schmidt, tout avait été défini et mis au clair avant que M. Keckeis ne devienne Chef de l'armée suisse. M. Keckeis avait fait part à M. Schmidt de son incapacité en matière de politique. Il s'est donc établi une étroite collaboration la vision politique de M. Schmidt et la vision professionnelle et militaire de M. Keckeis ; cela créa un team indémontable.

- Aujourd'hui, les relations entre M. Blackman et le Conseiller fédéral en charge sont plus difficiles, parce que M. Blackman est intégré à un parti politique.

- De plus, Üli Maurer n'est pas un homme d'Etat : il est resté un partisan l'UDC, et son secrétariat n'est qu'une bande de copains de parti.

- Le Chef de l'armée a une grande autonomie par rapport à son Conseiller fédéral, mais par manque de courage, le Chef actuel n'ose pas se soulever contre les restrictions budgétaires. De plus, le Chef actuel n'organise aucun exercice de défense combinée avec les Etats européens.

QUESTION : Depuis Armée XXI, il semble qu'il n'y ait eu que des réformes. Cela est-il dû aux restrictions de budget, ou y a-t-il quelque chose d'autre ?

- Le vrai facteur est le manque de finances : la politique sabote le budget de la défense. Mais il y a aussi un facteur démographique : il y a de moins en moins de jeunes. Dans ces conditions, l'armée devrait faire l'objet de réformes tous les quatre ans.

QUESTION : Une dernière remarque sur la Suisse et son armée ?

- Il faut mieux utiliser chaque franc investis pour la défense. Et il faut dire la vérité à la population : la Suisse ne peut plus se défendre toute seule. Il faut cesser d'être si arrogant.

QUESTION : Comment analyser vous les développement de l'OTAN et de l'UE depuis la fin de la Guerre Froide ?

- L'OTAN a revisité ses objectifs et a permis le développement de standards qui rendent possible la coopération.

- L'UE a fait de grands progrès au niveau des ses Chefs militaires, mais la politique ne suit pas. La sécurité européenne s'est développée positivement en s'unifiant, sous la pression de la menace et du manque d'argent. La Suisse serait bienvenue dans un tel développement, mais les Suisses préfèrent ne faire que de profiter des fruit de cette défense, sans y participer activement.

QUESTION : Le blocage politique de l'UE vient-il des ministres, des parlementaires ou de la population ?

- Il y a là plusieurs problèmes : 1/ la seule chose que veulent les parlementaires, c'est d'être réélu, plutôt que de réaliser des objectifs pour l'Europe. 2/ Si l'on peut avoir confiance dans le bon sens des citoyens, ceux-ci sont sous-informés pour pouvoir prendre des décision correctes.

- En Suisse, Üli Maurer est extrêmement faible, sans vision concrète de ce qu'il pourrait faire avec le peu d'argent qui lui reste.

QUESTION : Y aurait-il un risque de concurrence entre une Défense européenne et l'OTAN ? Et devrions-nous aller vers une armée européenne ?

- L'OTAN est aujourd'hui très puissante financièrement, à un niveau tel qu'une défense européenne ne pourrait jamais atteindre. Il ne semble donc pas qu'il y ait de risque de compétition.

- L'Europe devrait former sa propre armée, tout en gardant un bon contact avec l'OTAN. Car dans le futur, l'OTAN devra se détourner de l'Europe pour aller vers autre part (l'Asie, l'Inde), la laissant a elle-même.

QUESTION : Après Lisbonne, l'Europe pourrait-elle avoir un vrai volontarisme en matière de défense, ou tout cela n'est-il que de la rhétorique ?

- Pour l'instant, ce n'est que de la rhétorique. Mais cela pourrait changer en cas de forte pression.

QUESTION : Etes-vous pessimistes face aux discussions politiques en Europe aujourd'hui ?

- M. Keckeis est optimiste quant au contenu, mais pessimiste quant au *timing*. Cela va beaucoup trop lentement, et il y a des dysfonctionnements au plus haut niveau, qui ne créent pas la confiance. Malgré cela, M. Keckeis continue à croire en l'UE, et espère que la Suisse y prenne part un jour.
- La Suisse dans le projet *One Single Sky Europe*.

QUESTION : Que pensez-vous de la déclaration de D. Cohn-Bendit selon laquelle il faudrait à l'Europe une armée de 350 000 hommes ?

- Si telle était la piste suivie par l'Europe, cela poserait un immense problème aux Suisses, qui ont peur d'une armée professionnelle. Contre le risque que représente une telle armée, il s'agit de préserver, chez le soldat professionnel, le sens de la proportionnalité que l'on trouve chez le soldat milice.
- Quant à l'organisation d'une armée européenne, il faudrait préserver les armées nationales, mais avec des objectifs et des standards communs.

QUESTION : Les pays de l'Europe de l'Est, à cause de la crainte que leur inspire les Russes, seraient-ils plus favorables à l'OTAN qu'à une défense européenne ?

- Dans les faits, ils sont plus favorables à l'OTAN. Mais pour le futur, il semble qu'ils seront amenés à être plus favorable à une armée européenne.
- Par rapport à la Russie, l'UE aura fait des progrès remarquables lorsqu'elle aura mieux compris les Russes : par le passé, ceux-ci n'ont envisagé qu'une stratégie de défense contre l'OTAN, et non d'attaque.

QUESTION : Les autres pays européens neutres sont-ils les plus réticents à ce que Bruxelles prennent un rôle plus important au sein de l'OTAN ?

- Le Suède et la Finlande voient l'OTAN comme un partenaire. Les autres pays neutres sont plus réticents et recherchent des voies secondaires.

QUESTION : La France a toujours joué un rôle majeur en matière de défense européenne. Comment expliquez-vous cette situation et comment voyez-vous son évolution ?

- La France est toujours restée prudente vis-à-vis de l'OTAN. Elle se rendait compatible aux standards, tout en gardant une grande autonomie de pensée et de parole. Mais actuellement, la France a basculé totalement dans l'OTAN.

- Les Suisses ne veulent pas prendre connaissance du nouveau Livre blanc de l'OTAN.

QUESTION : L'Europe, face au USA, risquerait-elle de perdre la maîtrise technologique de son destin ?

- Le savoir-faire est présent en Europe. Mais le problème est politique, car il s'agirait de mettre ensemble tous les savoir-faire européens afin, par exemple, de produire un avion européen. Mais on est de plus en plus handicapé dans la vision à long terme, ce qui nous empêche de construire des projets d'avenir ensemble.

- A l'Université de Saint-Gall, M. Keckeis a fondé le *Center for security, economy and technology*, afin qu'un dialogue entre les différents savoir-faire se mette en place.

QUESTION : La force de l'arme atomique française a-t-elle encore un rôle à jouer pour l'avenir ? Et la présence de cette arme pourrait-elle impliquer l'Europe toute entière ?

- L'arme atomique a encore une très forte puissance dissuasive. Mais cela a un risque : les pays mal dirigés tentent de se l'approprier à leur tour. Il faut donc que la France garde sa bombe contre cette menace.

QUESTION : Mais le Parlement européen est absolument contre cette bombe.

- Ce sujet est extrêmement chargé en émotion. Mais le risque calculé que représente le nucléaire est acceptable.

QUESTION : Comment analysez-vous la création d'unités militaires transfrontalières en UE ?

- C'est un signe de progrès. Mais il faut que ces unités aient de réelles productions. De plus, dans les missions à l'étranger, les soldats Eurocorps sont perçus différemment que les soldats des armées nationales.

Troisième partie de l'interview (questions posées par M. Philippe Nicolet)

QUESTION : Vous disiez que la Guerre Froide avait été gagnée grâce à l'équilibre nucléaire. Ce sont les occidentaux qui ont gagné ?

- Ce que M. Keckeis voulait signifier par cela, c'est que c'est l'équilibre des puissances qui a marché.

QUESTION : Du point de vue de la Russie, la Guerre Froide a-t-elle été perdue ? Et le démantèlement de l'URSS peut-il être préoccupant ?

- Les deux parties revoient aujourd'hui à la baisse leur puissance de dissuasion, mais elles n'ont pas encore décidé de les abandonner.

QUESTION : Face à la menace islamiste, pourrait-on imaginer une collaboration avec les Russes ? Ou une possible collaboration entre l'OTAN et la Russie ?

- Oui, cela est possible. Mais il y a un fort préjugé en Europe contre les Russes. Et la guerre en Géorgie n'a fait qu'accentuer ce préjugé, alors qu'elle a été mal comprise par tous.

QUESTION : Lors de la Guerre Froide, les menaces russes en Europe étaient-elle bien réelles ?

- La menace a été exagérée, mais dans les deux camps, symétriquement. L'ouverture des archives aujourd'hui montre que les Russes ne cherchaient qu'à se défendre de la menace de l'OTAN.

QUESTION : La Suisse devrait-elle adhérer à l'UE ?

- Oui.

QUESTION : Le fait d'être dans l'UE obligerait-il la Suisse à revoir sa défense ?

- Nous devrions faire évoluer notre armée actuelle, en changeant l'échelle de réflexion et en choisissant des collaborateurs privilégiés, en fonctions des menaces du futur. Une telle évolution pourrait se faire sous la forme d'accord bilatéraux, en commençant avec des accords avec la France, puis l'Allemagne et l'Italie.

QUESTION : Pourrions-nous envisager aujourd'hui de devoir aller défendre nos frontières ? Quelle sera la forme des guerres du futur ?

- La frontière n'est pas uniquement géographique, et si l'on occupe pas son espace, c'est un autre qui l'occupera à notre place. Il s'agit donc avant tout de produire de la sécurité comme produit de base pour bâtir une société. Si on ne le fait pas, ce sont les terroristes qui s'installent.

QUESTION : Quelle est la surface de sécurité de la Suisse ?

- Comme échelle quotidienne, c'est l'UE. A grande échelle, c'est l'OTAN.

QUESTION : La modernisation des armées – en rendant la guerre traditionnelle impossible – pourrait-elle être un facteur de propagande du terrorisme ?

- La réalité montre que le terrorisme a toujours été la solution du pauvre, son unique moyen pour frapper à un endroit fragile de notre société.

QUESTION : Le pays qui s'opposent au bloc de l'UE/OTAN pourraient-ils développer des armées faites uniquement de terroristes ?

- Aujourd'hui, les camps d'entraînement pour les terroristes ont tendance à diminuer quantitativement. Mais il se développe une nouvelle forme de terrorisme, plus local : le terrorisme de banlieue.

- La cause du terrorisme est à chercher dans la grandes différences entre les riches et les pauvres, et notre incapacité à nourrir tout le monde aujourd'hui.

QUESTION : Un exemple : si vous étiez palestinien et chargé de la sécurité, que feriez vous pour mener à bien une telle tâche ?

- D'abords, il faut interdire la violence et les actes terroristes dans les deux camps. Puis il faut discuter de la répartition des sites. En cela, la Suisse aurait un rôle à jouer.

QUESTION : Quel bilan pouvons nous tirer de l'adhésion de la Suisse au Partenariat pour la paix de l'OTAN ?

- L'armée n'a pas très bien compris ce qu'il se passait. Grâce à cette participation, et dès Armée XXI, la Suisse s'est adaptée au standard de l'OTAN et s'est rendu inter-opérable. Mais l'UDC tente à présent de refréner ces progrès,

QUESTION : La Suisse devraient-elles acheter ses armes à l'UE plutôt qu'aux USA ?

- Bien sûr. Mais personne n'a le courage de dire à voix haute sa préférence pour le partenariat européen. Nous avons trop peur des conséquences négatives d'une telle préférence.

QUESTION : Quelle est la légitimité des interventions militaires à l'étranger ? Les armées doivent-elles être seulement défensives, ou peuvent-elles être offensives lorsqu'il s'agit des Droits de l'Homme ?

- Premièrement, la force doit toujours se situer dans les mains de l'Etat. Mais il est juste de mettre à disposition d'un autre Etat en difficulté les forces nécessaires à sa défense.

- Les Suisses ne parviennent pas à se rendre compte que la sécurité de leur territoire commence à Kaboul.

QUESTION : Mais lorsqu'il s'agit de renverser un gouvernement, jusqu'où sommes nous en droit de violer la souveraineté nationale pour faire respecter les Droits de l'Homme ?

- En réalité, il est très difficile de faire la part des choses. Mais M. Keckeis pense que l'on doit se tenir aux recommandations de l'ONU : lorsque chef d'Etat ne correspond pas à nos critères, et lorsque l'ONU déclare qu'un pays est dans les mains d'un terroriste, il faut tout faire pour que cela cesse.

QUESTION : Mais cela présuppose une base juridique qui donne une légitimité à de telles interventions ?

- Cette base juridique manque effectivement.

QUESTION : Seriez-vous favorables à l'envoi de troupes suisses en Afghanistan ?

- Non, plus aujourd'hui, car la Suisse ne pourrait pas apporter une valeur ajoutée au déploiement de force déjà gigantesque là-bas. Mais nous pourrions instruire l'armée afghane à fonctionner selon le contrôle démocratique des forces armées.

QUESTION : Pourquoi la guerre en Afghanistan va-t-elle si mal ?

- Cela ne va pas aussi mal que veulent nous le faire croire les journaux : un grand nombre de projets fonctionnent bien.

- Mais l'environnement géographique est extrêmement difficile, et les talibans sont extrêmement bien intégrés à la population et au terrain.

QUESTION : Ne devrions nous pas prendre en considération le fait que si les terroristes sont si bien ancrés parmi la population, c'est qu'ils sont soutenus par celle-ci, dans leur désir d'indépendance ?

- Là-bas, personne ne fait confiance à personne. Et cela rend impossible l'identification d'un leader. Et dès que les militaires se retirent, les talibans se tirent dessus entrent eux.

QUESTION : Après le génocide du Cambodge, on a tout de même réussi à faire asseoir les Khmer Rouges à la table des négociations. N'arriverions nous pas à faire de même avec les talibans ?

- Il faudrait pouvoir tout d'abord interdire la violence et le terrorisme, et il faut que les talibans se mettent d'accord entre eux.

QUESTION : L'omniprésence militaire américaine autour du globe est-elle un danger ?

- Premièrement, il ne faut pas oublier que ce sont les USA qui nous ont sauvé durant la dernière guerre. Mais ce qui est faux dans l'attitude américaine, c'est leur volonté de jouer les policiers.
- Les USA sont extrêmement faibles en ce qui concerne leur autodéfense. Par contre, ils ont un excédent de puissance militaire autour du globe. Dès lors, ils doivent mettre cet excédent au service des pays souverains qui demandent de l'aide. Mais trop souvent, les USA ont des intérêts dans les conflits dans lesquels ils s'engagent.

QUESTION : Quand on est si puissant, au nom de quoi renoncerait-on à une telle puissance ?

- Les USA seront forcés de le faire par la Chine, l'Inde, le Pakistan peut-être.

QUESTION : Une armée européenne pourrait-elle jouer un jour le rôle de contrepoids ?

- Oui, mais les appels de forces ont toujours été un sujet très délicat à Bruxelles, alors que ce n'est pas le cas aux USA.

QUESTION : Pourriez vous imaginer une Europe neutre ?

- Non. L'Europe, en s'unifiant et en s'associant à l'OTAN, a pris une voie de non-retour. Mais néanmoins, il faut toujours dissocier l'UE de l'OTAN.

QUESTION : La Suisse pourrait-elle être une représentation à plus petite échelle de l'UE ? Et l'UE pourrait-elle être une place neutre, un espace diplomatique ?

- Le modèle suisse ne fonctionne bien qu'au niveau cantonal, mais au niveau national, nous n'avons rien en commun. Il y a une contradiction entre le modèle suisse et sa mise en pratique.

- L'article 5 du Traité de Lisbonne, c'est le pacte de 1291.

QUESTION : Qui est Jean Monnet pour vous ?

- Il représente une vision idéale du dialogue européen et de l'évolution de notre société. Mais son idée n'est pas suffisamment connue.